

La Villeguérin  
Editions

# dictionnaire fiduciaire fiscal

1991

La Villeguérin Editions  
54, rue de Ghabrol - 75010 Paris



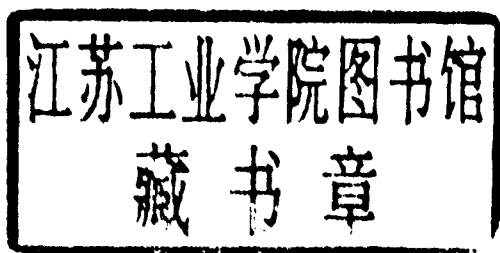
**Les dictionnaires  
LA VILLEGUÉRIN**

---

# fiscal 1991

Ce dictionnaire a été réalisé sous la direction de  
Yves-Robert de LA VILLEGUÉRIN,

par l'équipe fiscale de La Revue Fiduciaire



**6° ÉDITION**

La loi du 11 mars 1957 n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction, intégrale ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 40).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

# DICTIONNAIRE FIDUCIAIRE FISCAL

La complexité de la fiscalité impose au praticien d'appréhender clairement toutes les implications fiscales d'un problème.

Pour répondre à cette nécessité, nous avons conçu ce dictionnaire qui permet un accès direct à l'information fiscale par le canal de plus de 900 termes-clés répertoriés par ordre alphabétique.

Pour chaque terme, le consultant trouvera :

- ses caractéristiques fiscales,
- une présentation synoptique qui indique les incidences possibles au regard de chaque impôt : IR - IS - BIC - BA - taxe professionnelle - TVA - enregistrement - impôts locaux,
- des exemples d'application ainsi que, quand le mot le justifie, des modèles de correspondance avec l'administration fiscale,
- des références au C.G.I., aux bulletins officiels, à la documentation administrative de la D.G.I. ainsi qu'aux guides et feuillets hebdomadaires de *La Revue Fiduciaire* qui ont consacré des développements approfondis au problème traité.

A l'intérieur du texte, le consultant trouvera les renvois à d'autres mots du dictionnaire qui permettent d'éclairer tel aspect d'un terme consulté. Lorsque, dans le texte, un mot ou une expression du dictionnaire est proposé à l'attention du lecteur, ce mot ou cette expression figure en italique et est suivi d'un astérisque.

Un certain nombre d'annexes récapitulatives situées en fin d'ouvrage complètent utilement l'information du praticien.

Le Dictionnaire fiscal 1991 est à jour de la loi de finances pour 1991 et tient compte de toutes les modifications législatives et réglementaires intervenues à cette date.

# LISTE DES ABREVIATIONS DU DICTIONNAIRE

Ann .....	Annexe du Code général des impôts
BA .....	Bénéfices agricoles
BAPSA .....	Budget annexe des prestations sociales agricoles
BIC .....	Bénéfices industriels et commerciaux
BNC .....	Bénéfices non commerciaux
B.O. ....	Bulletin officiel des impôts
CAA .....	Cour administrative d'appel
C. civ .....	Code civil
C. com .....	Code de commerce
CE .....	Arrêt du Conseil d'Etat
CGI .....	Code général des impôts
CI .....	Contributions indirectes
CUMA .....	Coopérative d'utilisation de matériel agricole
DGI .....	Direction générale des impôts
Doc. adm. ....	Documentation administrative de la DGI
DOM .....	Départements d'outre-mer
E .....	Enregistrement
FCP .....	Fonds commun de placements
<b>F.H.</b> .....	<b>Feuillet hebdomadaire de La Revue Fiduciaire</b>
FI .....	Fiscalité immobilière
GAEC .....	Groupement agricole d'exploitation en commun
GIE .....	Groupement d'intérêt économique
IDL .....	Impôts directs locaux
IFA .....	Impôt forfaitaire annuel
IR .....	Impôt sur le revenu
IS .....	Impôt sur les sociétés
ISF .....	Impôt de solidarité sur la fortune
L.F. 1991 .....	Loi de finances pour 1991
L.F.R. 1990 .....	Loi de finances rectificative pour 1990
LPF .....	Livre des procédures fiscales
OPCVM .....	Organismes de placement collectif en valeurs mobilières
PV .....	Plus-values
RCM .....	Revenus de capitaux mobiliers
Rec .....	Recouvrement
<b>R.F.</b> .....	<b>La Revue Fiduciaire</b>
Rev. fonc. ....	Revenus fonciers
RSI .....	Régime simplifié d'imposition
SCOP .....	Société coopérative ouvrière de production
SCR .....	Société de capital-risque
SICAV .....	Société d'investissement à capital variable
SICOMI .....	Société d'investissement pour le commerce et l'industrie
SMIC .....	Salaire minimum interprofessionnel de croissance
SOFERGIE .....	Société agréée pour le financement d'installations ou de matériels destinés à économiser l'énergie
SOFICA .....	Société pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle
TCA .....	Taxes sur le chiffre d'affaires
TFPB .....	Taxe foncière sur les propriétés bâties
TFNB .....	Taxe foncière sur les propriétés non bâties
TH .....	Taxe d'habitation
TLE .....	Taxe locale d'équipement
TOM .....	Territoires d'outre-mer
TP .....	Taxe professionnelle
TPF .....	Taxe de publicité foncière
TS .....	Traitements et salaires
TVA .....	Taxe sur la valeur ajoutée

## Liste des mots du dictionnaire fiscal

### A

Abandon  
Abattement  
Abattements (sur droits d'enregistrement)  
Abattements (impôts locaux)  
Abattements (I.R. : revenus catégoriels)  
Abattements (I.R. : revenu global)  
Abondement  
Abonnement  
Absence  
Absorption de sociétés  
Abus de droit  
Acceptation  
Accessoires  
Accident du travail  
Accords de participation  
Achats  
Achèvement (d'un contrôle fiscal)  
Achèvement (d'un immeuble)  
Acomptes sur dividendes  
Acomptes sur impôt  
Acomptes sur prix (services ou ventes)  
Acomptes sur rémunération  
Acquit-à-caution  
Acte de gestion  
Actif  
Actif net  
Actif successoral  
Actions  
Actionnariat  
Activité accessoire  
Addition de construction  
Administrateur de société  
Affacturage  
Affectation (règle de l')  
Affichage  
Affichage des impôts  
Affirmation de sincérité  
Affranchissement  
Agencements et installations  
Agent d'affaires  
Agent commercial  
AgiOS  
Agréments  
Aide à domicile  
Alcool  
Allègement transitoire  
Allocations à caractère social  
Allocations pour frais professionnels  
Amélioration (travaux d')  
Amendes fiscales  
Amende fixe  
Amende proportionnelle  
Amortissement  
Amortissement dégressif  
Amortissement dérogatoire  
Amortissement différé  
Amortissements exceptionnels  
Amortissement linéaire

Amortissement minimal  
Amortissement réputé différé  
Ampliation  
Annexe (des comptes annuels)  
Antiquités  
Apport partiel d'actif  
Apport en société  
Apprentissage  
Archivage (de pièces justificatives)  
Arrhes  
Artisan  
Ascendants  
Assiette  
Assignation  
Assistante maternelle  
Association agréée  
Association sans but lucratif  
Associé  
Associé étranger  
Associé unique  
Assujetti  
Assujetti partiel  
Assurance  
Attestation (T.V.A.)  
Augmentation de capital  
Auteurs (droits d')  
Avances  
Avantages en espèces  
Avantages en nature  
Avis d'absence de redressement  
Avis d'imposition  
Avis de mise en demeure  
Avis de mise en recouvrement  
Avis de passage  
Avis à tiers détenteur  
Avis de vérification  
Avitaillement  
Avoir  
Avoir fiscal

### B

Bail  
Bail commercial  
Bail à construction  
Bail emphytéotique  
Bail d'habitation  
Bail professionnel  
Bail rural  
Balance de trésorerie  
Barème  
Base d'imposition  
Bassin d'emploi  
Bateaux  
Bâtiments ruraux  
Bénéfice agricole  
Bénéfice brut  
Bénéfice consolidé  
Bénéfices distribués  
Bénéfice imposable

Bénéfice industriel et commercial  
 Bénéfice mondial  
 Bénéfice non commercial  
 Bienfaisance (manifestations de)  
 Biens amortissables  
 Biens d'équipement  
 Biens d'occasion  
 Biens professionnels  
 Biens et services à usage mixte  
 Bijoux  
 Bilan  
 Billets de trésorerie  
 Bois  
 Boissons  
 Boni de fusion  
 Boni de liquidation  
 Bonne foi  
 Bons anonymes  
 Bons de caisse  
 Bons du trésor  
 Bons du trésor (intérêts des)  
 Brevet d'invention  
 Bulletins de recoupement

## **C**abinet de groupe

Cadastre  
 Cadeaux  
 Caducité  
 Caisse  
 Capital (amortissement du)  
 Capital (augmentation du)  
 Capital (réduction de)  
 Capital-décès  
 Capitalisation  
 Capitaux mobiliers (revenus des)  
 Capitaux propres  
 Capsule (représentative de droits)  
 Carburants  
 Carrières  
 Carry back  
 Cascade  
 Caution  
 Cautionnement  
 Centres de formalités des entreprises  
 Centres de gestion agréés  
 Centre des impôts  
 Certificats d'investissement  
 Cessation d'entreprise  
 Cessation partielle d'entreprise  
 Cessation de profession libérale  
 Cession  
 Cessionnaire (responsabilité du)  
 Change (gains ou pertes)  
 Change (opérations de)  
 Changement d'activité  
 Changement de domicile  
 Charges augmentatives de prix  
 Charges constatées d'avance  
 Charges déductibles  
 Charges financières  
 Charges et offices

Charges à payer  
 Charges à répartir sur plusieurs exercices  
 Charges sociales  
 Charte du contribuable  
 Chasse  
 Chèque (paiement par)  
 Chèque-restaurant  
 Chèque-vacances  
 Chiffre d'affaires  
 Chiffre de recettes  
 Chômage  
 Circulaires administratives  
 Circulation (droit de)  
 Clientèle  
 Clientèle (indemnité de)  
 Club d'investissement  
 Codevi  
 Collaboration (contrat de)  
 Collatéraux  
 Collection (objets de)  
 Collectivités territoriales  
 Comité consultatif des abus de droit  
 Command (déclaration de)  
 Commandement  
 Commencement d'activité  
 Commission départementale de conciliation  
 Commission départementale des impôts  
 Commission des infractions fiscales  
 Commissionnaire  
 Commissions  
 Communauté conjugale  
 Communication (droit de)  
 Compensation (droit de)  
 Comptabilité  
 Comptabilité matières  
 Comptes annuels  
 Comptes d'associés  
 Comptes bloqués  
 Comptes courants ordinaires  
 Compte d'épargne en actions  
 Compte d'épargne à long terme  
 Compte de l'exploitant  
 Compte de résultat  
 Concessionnaire  
 Concessionnaire de service public  
 Concubinage  
 Condition résolutoire  
 Condition suspensive  
 Congé  
 Congés payés  
 Congés payés (déduction de l'indemnité par l'entreprise)  
 Conjoint  
 Conseil (assistance d'un)  
 Conseil d'Etat  
 Conservation des documents (délais de)  
 Conservation des hypothèques  
 Consignations  
 Constitution de société  
 Construction (addition de)  
 Construction sur sol d'autrui  
 Contentieux

Contribuable  
 Contribution  
 Contribution sociale généralisée  
 Contrôle fiscal  
 Contrôle formel  
 Contrôle sur pièces  
 Conventions fiscales internationales  
 Coopératives  
 Correction symétrique des bilans  
 Cotation minimum (T.P.)  
 Cotation de péréquations (T.P.)  
 Cour administrative d'appel  
 Cour de cassation  
 Courtiers  
 Créance  
 Créances, dépôts, cautionnements  
 (revenus des)  
 Créance sur l'Etat  
 Création d'entreprise  
 Crédirentier  
 Crédit-bail immobilier  
 Crédit-bail mobilier  
 Crédit à l'étranger (provisions pour)  
 Crédit d'impôt  
 Crédit de T.V.A.  
 C.U.M.A.  
 Cure médicale (réduction d'I.R.)

## **D**ation en paiement

Débirentier  
 Débits (paiement d'après les)  
 Débours  
 Décès  
 Décharge  
 Déchets  
 Décision de gestion  
 Déclaration contrôlée  
 Déclarations fiscales  
 Décote  
 Dédit  
 Déduction (I.R.)  
 Déduction de la T.V.A. (conditions)  
 Déduction de la T.V.A. (régularisations)  
 Déficit  
 Déficit (report en arrière)  
 Dégrèvement  
 Délais  
 Délais de prescription  
 Délivrance  
 Démarque inconnue  
 Déménagement  
 Démolition (travaux de)  
 Démonstration (véhicules de)  
 Dénonciation du forfait  
 Départements d'outre-mer  
 Dépendances (d'immeuble)  
 Dépenses libératoires (des taxes et partici-  
 pations sur salaires)  
 Dépenses de recherche  
 Dépenses « somptuaires »  
 Dépôts et cautionnements

Dépôt de déclarations  
 Dépôt de garantie  
 Dépôt-vente  
 Dépréciation  
 D.E.P.S.  
 Déshérence (succession)  
 Désinvestissement  
 Désistement  
 Despécialisation (indemnité de)  
 Destruction  
 Détachement à l'étranger (salariés)  
 Détaxation du revenu investi en actions  
 Détournement  
 Dette  
 Devises étrangères  
 Dirigeant de société  
 Disposition du revenu  
 Dissimulation de prix  
 Dissolution de sociétés  
 Distributeurs automatiques  
 Distribution  
 Distributions occultes  
 Dividendes  
 Divorce  
 Doctrine administrative  
 Documents administratifs  
 Domicile fiscal  
 Dommages-intérêts  
 Donation  
 Dons  
 Don manuel  
 Droit au bail  
 Droit de bail  
 Droit de communication  
 Droits d'enregistrement  
 Droit d'entrée  
 Droit de préemption  
 Droit de propriété (preuve du)  
 Droits sociaux  
 Droits successifs (cession de)  
 Durée de vérification

## **E**carts de réévaluation

Echange  
 Echantillon  
 Echelonnement  
 Eclaircissements (demande d')  
 Economie d'énergie  
 Ecèlement (taxe professionnelle)  
 Effet de commerce  
 Emballages  
 Employeurs  
 Emprunt  
 Emprunts d'Etat (intérêts des)  
 Encaissement  
 En-cours  
 Enfants  
 Engagements d'épargne à long terme  
 Enregistrement  
 Enregistrement (formalité d')  
 Enrichissement  
 Entreprise en difficulté



Entreprises nouvelles  
 Entreprises nouvelles implantées  
     dans les bassins d'emploi  
 Entreprise saisonnière  
 Entreprise unipersonnelle à responsabilité  
     limitée  
 Epargne  
 Epoux  
 Erosion monétaire  
 Erreur comptable  
 Escompte  
 Etablissement en difficulté  
 Etablissement (notion d')  
 Etablissement payeur  
 Etablissement stable  
 Etalement des impositions  
 Etalement des revenus  
 Etranger (versement à l')  
 Etrangers (domiciliés en France)  
 Etrangers (domiciliés hors de France)  
 Etudiant  
 Evaluation administrative  
 Evaluation cadastrale  
 Evaluation d'office  
 Evasion fiscale  
 Eviction (indemnité d')  
 Examen contradictoire de l'ensemble  
     de la situation fiscale personnelle  
 Exercice comptable  
 Exigibilité  
 Existence (déclaration d')  
 Exonération  
 Expédition (d'actes ou décisions)  
 Expertises  
 Exploitant individuel  
 Exportateurs  
 Exportations  
 Expropriation

## Façonnier

Facture  
 Facture-congé  
 Fait générateur  
 Fiche de visite  
 FICOBA  
 F.I.F.O.  
 Fioul  
 Fluctuation des cours (provision pour)  
 Foire-exposition  
 Fondation  
 Fonds de commerce  
 Fonds commun de créances  
 Fonds communs de placement ordinaires  
 Fonds communs de placement à risques  
 Fonds salariaux  
 Forains  
 Forclusion  
 Forêts  
 Forfait  
 Forfait mobilier  
 Formation professionnelle continue

Formation professionnelle continue  
     (crédit d'impôt)  
 Foyer fiscal  
 Frais et charges  
 Frais d'établissement  
 Frais à payer  
 Frais professionnels (déduction)  
 Frais professionnels (exonération des  
     remboursements ou allocations)  
 Franchisage  
 Franchise  
 Fraude fiscale  
 Frontaliers  
 Fusion

## Gains nets en capital (valeurs mobilières)

Garanties (des contribuables)  
 Garde (frais de)  
 Gazole  
 Gérance libre  
 Gérant de fait (S.A.R.L.)  
 Gérant de S.A.R.L.  
 Goodwill  
 Gratification  
 Groupe familial  
 Groupe de sociétés  
 Groupement d'achat en commun  
 Groupement agricole  
     d'exploitation en commun (G.A.E.C.)  
 Groupement agricole foncier  
 Groupements d'aveugles et de travailleurs  
     handicapés  
 Groupement foncier agricole  
 Groupement d'intérêt économique (G.I.E.)  
 Groupements de moyens  
 Groupements de prévention agréé  
     (crédit d'impôt)

## Habitation principale

Handicapés  
 Hausse des prix (provision pour)  
 Hébergement en établissement  
     de long séjour (réduction d'impôt)  
 Héritiers  
 Honoraires  
 Hospitalisation (frais d')  
 Hypothèques

## Immeubles (acquisition)

Immeubles (affectation)  
 Immeubles (cession)  
 Immeubles (construction)  
 Immeubles (revenus)  
 Immobilisations  
 Immobilisations (provision pour renouvellement des)  
 Impayés  
 Impenses  
 Implantations à l'étranger (provisions pour)  
 Importation  
 Imposition distincte

Imposition forfaitaire annuelle  
 Imposition d'office  
 Impôt de solidarité sur la fortune  
 Impôts locaux  
 Impôt sur le revenu  
 Impôt sur les sociétés  
 Impôts sur les spectacles  
 Impôts et taxes  
 Indemnités de départ en retraite  
 Indemnités forfaitaires pour frais  
 Indemnités journalières de maladie  
 Indemnités de licenciement  
 Indemnité de non-concurrence  
 Indexation  
 Indivision  
 Inexactitude  
 Infirmes  
 Informatique  
 Instructions administratives  
 Insuffisance  
 Intangibilité du bilan d'ouverture  
 Intéressement ou participation des salariés  
 Intéressement des salariés  
 Intérêts d'emprunts (déclaration)  
 Intérêts d'emprunts (déduction)  
 Intérêts moratoires  
 Intérêts des prêts (imposition)  
 Intérêt de retard  
 Interprétation d'un texte fiscal  
 Invalides  
 Inventaire  
 Inventeur  
 Investissement (provisions pour)  
 Investissement immobilier locatif  
 Isolation thermique

**J**etons de présence  
 Jeux (appareils automatiques)  
 Jeux (gains de)  
 Journaux  
 Juridiction contentieuse ou gracieuse  
 Justifications (demande de)

**L**aissez-passer  
 Leasing  
 Légataires  
 Legs  
 Libéralités  
 Licence  
 Licence (débits de boissons)  
 Licenciement (indemnité de)  
 Licitatation  
 Lieu d'imposition  
 L.I.F.O.  
 Liquidation judiciaire de l'entreprise  
 Liquidation de sociétés  
 Livraison  
 Livraison à soi-même  
 Livres  
 Livres comptables

Livre journal  
 Livrets d'épargne (produits des)  
 Livret d'épargne-entreprise  
 Location (amortissement des biens donnés en)  
 Locations de biens meubles corporels  
 Location-gérance  
 Locations d'immeubles  
 Locations en meublé  
 Logement de fonction  
 Logement locatif (réduction d'impôt)  
 Logiciels  
 Lotissement  
 Loyer

**M**ainlevée  
 Majoration de droits  
 Maladie (cotisations d'assurance)  
 Maladie (indemnités journalières de)  
 Mandat  
 Mandataires  
 Manœuvres frauduleuses  
 Manquants (de boissons)  
 Marchands de biens  
 Marchands en gros  
 Marché d'options négociables (M.O.N.E.P.)  
 Mariage (année du)  
 Marque de fabrique  
 Matériels  
 Maternité  
 M.A.T.I.F.  
 Mauvaise foi  
 Mécénat (dépenses de)  
 Mention expresse  
 Métaux précieux  
 Meublés  
 Meubles meublants  
 Mise en demeure  
 Mise en recouvrement  
 Mobilier  
 Modération (impôts, pénalités)  
 Modification d'activité  
 Moins-values  
 Moins-values boursières  
 Monnaies étrangères  
 Monographie professionnelle  
 Monuments historiques  
 Motivation  
 Mutation conditionnelle des apports  
 Mutation de cote

**N**antissement  
 Navires (parts de copropriété de)  
 Non-concurrence (indemnité de)  
 Non-cumul (règle du)  
 Note d'avoir  
 Notification de redressements  
 Notoriété (acte de)  
 Nourrice  
 Nue-propriété

**O**bjets d'art  
 Objets précieux  
 Objet social  
 Obligations (revenus des)  
 Obligations cautionnées  
 Obligations comptables  
 Obligations indemnitaires  
 Occasion (biens d')  
 Oeuvres d'art (provision pour dépréciation)  
 Oeuvres d'art originales  
 Omission  
 Opérations annulées (T.V.A.)  
 Opérations au comptant  
 Opérations de construction  
 Opérations impayées (T.V.A.)  
 Opérations ouvrant droit à déduction  
 Opposabilité du bilan d'ouverture  
 Opposabilité de la doctrine administrative  
 Opposition à contrôle fiscal  
 Option  
 Option de souscription ou d'achat d'actions  
 Organismes sans but lucratif  
 Outillage  
 Ouvriers à domicile

**P**aielement différé  
 Paiement fractionné  
 Paiement de l'impôt  
 Paradis fiscaux  
 Parrainage (dépenses de)  
 Partage  
 Participation au développement de la formation professionnelle continue  
 Participation à l'effort de construction  
 Participation des salariés aux résultats de l'entreprise  
 Parts sociales  
 Pas-de-porte  
 Passavant  
 Passif déductible  
 Patrimoine  
 Pénalités  
 Pensions  
 P.E.P.S.  
 Perception  
 Péremption (du droit à déduction)  
 Périmètre de consolidation  
 Période d'imposition  
 Perquisition  
 Personnes âgées, à charge  
 Perte de marchandises (T.V.A.)  
 Pièces détachées  
 Plafonnement  
 Plan d'épargne d'entreprise  
 Plan d'épargne à long terme  
 Plan d'épargne retraite  
 Pluripropriété  
 Plus-values  
 Plus-values sur biens meubles  
 Plus-values boursières

Plus-values immobilières  
 Plus-values professionnelles  
 Plus-values professionnelles à court terme  
 Plus-values professionnelles à long terme  
 Plus-values sur titres de sociétés de personnes  
 Portefeuille-titres  
 Pourboires  
 Pourcentage de déduction  
 Poursuites pénales  
 Poursuites en recouvrement  
 Préavis (indemnités de)  
 Précompte  
 Préemption (droit de)  
 Prélèvement à la source  
 Prélèvement de l'exploitant  
 Prélèvement forfaitaire ou libératoire (R.C.M.)  
 Prélèvement mensuel (I.R.)  
 Prélèvement sociaux  
 Preretraite  
 Prescription (de l'action en recouvrement)  
 Prescription (de l'action en reprise)  
 Prescription (amendes fiscales)  
 Présentoires publicitaires  
 Presse  
 Prestations de services  
 Prêts  
 Primes  
 Prime d'émission  
 Prime d'émission et de remboursement d'obligations  
 Prime de fusion  
 Privilège du Trésor  
 Prix littéraires  
 Procédés de fabrication  
 Procédure d'accès aux documents administratifs  
 Procédure d'assiette  
 Procédures de redressement  
 Procédure de redressement contradictoire  
 Procédure de règlement particulière  
 Procédure de vérification  
 Procès (frais de)  
 Procuration  
 Procuration fiscale  
 Productions en cours  
 Produits de placements à revenu fixe  
 Produits de placements à revenu variable  
 Profits de construction  
 Profits immobiliers  
 Promesse de vente  
 Propriété industrielle  
 Prorata (règle du)  
 Provisions  
 Provisions réglementées  
 Publicité foncière (formalité de)  
 Publicité de l'impôt

**Q**uittance  
 Quotidien

Quotient (système du)  
Quotient familial

## **R**abais

Rachat de cotisations  
Rachat d'une entreprise (par ses salariés)  
Rappel d'impôt  
Rattachement (foyer fiscal)  
Ravalement (dépenses de)  
Réception (frais de)  
Recette des impôts  
Recherche  
Réclamation  
Reconstruction (travaux de)  
Recours contentieux  
Recours gracieux  
Recours hiérarchique  
Recouvrement  
Redevable  
Redressement  
Redressement judiciaire  
Réductions d'impôt sur le revenu  
Réduction du temps de travail  
(crédit d'impôt)  
Réévaluation légale  
Réévaluation libre des bilans  
Réfactions (T.V.A.)  
Référé  
Régimes douaniers suspensifs  
Régime d'imposition  
Régime réel normal (entreprises B.I.C.)  
Régime réel normal (exploitants agricoles  
B.A.)  
Régime simplifié d'imposition (entreprises  
B.I.C.)  
Régime simplifié (T.V.A. agricole)  
Régime simplifié d'imposition (exploitants  
agricoles)  
Régime transitoire d'imposition (exploitants  
agricoles)  
Registre des immobilisations  
Régulation du chauffage  
Rehaussement  
Rejet de comptabilité  
Relevé des amortissements  
Relevé de frais généraux  
Relevé des provisions  
Remboursement forfaitaire  
Remboursements de frais  
Remboursement de frais professionnels  
Remboursement de T.V.A.  
Remembrement foncier  
Réméré (clause de)  
Remise  
Remploi (indemnité de)  
Rémunérations exagérées  
Rémunérations occultes  
Renonciation (à une succession)  
Rénovation (travaux de)  
Renseignements (demande de)  
Rente-survie

Rentes viagères  
Réparation  
Repas (frais ou indemnité de)  
Répertoire des métiers  
Répétition (délai de)  
Représentant fiscal  
Reprise (délai de)  
Reprise (d'établissement en difficulté)  
Reprise d'impôt sur le revenu  
Rescrit  
Réserves  
Réserve de propriété (clause de)  
Réserve spéciale de participation  
Réserve spéciale des plus-values  
à long terme  
Réserve spéciale de réévaluation  
Résidence (frais de double)  
Résidence principale  
Résidence secondaire  
Résidence de tourisme  
Résidences avec services  
Restaurant d'entreprise  
Restitution  
Résultat comptable  
Résultat fiscal  
Retenue de garantie  
Retenue à la source  
(distribution à une société étrangère)  
Retenue à la source  
(produits des obligations)  
Retenue à la source (auteurs, artistes et  
sportifs)  
Retenue à la source (revenus non salariaux  
des non-résidents)  
Retenue à la source (salaires versés  
à des non-résidents)  
Retraite  
Retraite (provisions pour)  
Retraite et prévoyance (cotisations de)  
Rétrocession d'honoraires  
Revenus accessoires  
Revenus catégoriels  
Revenus différés  
Revenus disponibles  
Revenus distribués  
Revenus exceptionnels  
Revenus fonciers  
Revenus des gérants et associés  
Revenu global  
Ristourne  
Rôles

## **S**aisie (droit de)

Saisie-arrêt  
Saisie-exécution  
Salaire  
Sanctions fiscales  
S.A.R.L. de caractère familial  
Scission de société  
Secret professionnel  
Secteurs d'activité distincts (T.V.A.)

Services  
 Service national (impôt sur le revenu)  
 Servitude  
 SICAV  
 SICOMI  
 Signes extérieurs de richesse  
 Situation nette  
 Sociétés de capital-risque  
 Sociétés de capitaux  
 Société civile  
 Société civile de construction-vente  
 Société civile de moyens  
 Société civile professionnelle  
 Sociétés étrangères  
 Société de fait  
 Sociétés ou groupements de moyens  
 Sociétés immobilières  
 Sociétés immobilières de gestion  
 Sociétés immobilières transparentes  
 Sociétés mères et filiales (régime spécial)  
 Sociétés en participation  
 Sociétés particulières  
 Sociétés passibles de l'I.S.  
 Sociétés de personnes  
 Sociétés à prépondérance immobilière  
 Sociétés relevant de l'I.R.  
 SOFICA (souscriptions)  
 Soulte  
 Souscription ou achat d'actions  
 Sous-location  
 Spectacles  
 Statistiques (évaluation par)  
 Stocks  
 Subsidés  
 Substitution de base légale  
 Subventions  
 Succession  
 Supplément d'impôt sur les sociétés  
 Suramortissement  
 Surélévation (droit de)  
 Sûreté personnelle  
 Sûreté réelle  
 Sursis à exécution (recouvrement des impôts)  
 Sursis de paiement  
 Suspension de taxe

**T**aux de capitalisation  
 Taux effectif (règle du)  
 Taxation d'office  
 Taxe d'apprentissage  
 Taxes sur le chiffre d'affaires  
 Taxe d'enlèvement des ordures ménagères  
 Taxe foncière sur les propriétés bâties  
 Taxe foncière sur les propriétés non bâties  
 Taxe d'habitation  
 Taxe locale d'équipement  
 Taxes parafiscales  
 Taxes et participations sur les salaires  
 Taxe professionnelle  
 Taxe de publicité foncière

Taxe sur les salaires  
 Taxes spéciales et parafiscales  
 Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.)  
 Taxes sur les véhicules  
 Télécommunications (T.V.A.)  
 Terrains à bâtir  
 Territoires d'outre-mer  
 Territorialité  
 Testament  
 Testament partage  
 Tiers provisionnels  
 Timbre (droits de)  
 Titres de créances négociables  
 Titre de mouvement  
 Titres participatifs  
 Titres de participation  
 (évaluation par équivalence des)  
 Titres de placements  
 Titres-restaurant  
 Tolérance légale  
 Tontine (clause de)  
 Train de vie (imposition d'après le)  
 Traitements et salaires  
 Transaction  
 Transfert du droit à déduction  
 Transformation (de sociétés)  
 Transmission (d'une entreprise individuelle)  
 Transport (frais de)  
 Transports internationaux (T.V.A.)  
 Travailleur à domicile  
 Travaux en cours  
 Travaux en régie  
 T.V.A. agricole  
 T.V.A. immobilière

**U**nions commerciales  
 Universalité de biens  
 (transmission d'une)  
 Usage et habitation (droit d')  
 Usufruit

**V**aleur ajoutée  
 Valeur en douane  
 Valeur locative (impôts locaux)  
 Valeurs mobilières  
 Valeurs mobilières étrangères (revenus des)  
 Valeur vénale  
 Vente à consommer sur place  
 Vente par correspondance  
 Vente en l'état futur d'achèvement  
 Vente avec pose (T.V.A.)  
 Vente à terme  
 Vérification de comptabilité  
 Vérification personnelle  
 (examen contradictoire de l'ensemble de la situation fiscale personnelle)  
 Veuf-Veuve  
 Vignette  
 Visite domiciliaire (droit de)  
 Voiture particulière  
 Vol de marchandises

## ABANDON

» voir : AVIS D'ABSENCE DE REDRESSEMENT, CRÉANCE.

## ABATTEMENT

Diminution forfaitaire d'une *base d'imposition\**, opérée par le contribuable ou par l'administration lorsque certaines conditions sont remplies. D'autres diminutions des bases d'imposition sont désignées sous le terme *déduction\** ou *réfaction\**. Le terme *dégrèvement\** ou *réduction\** est utilisé généralement pour indiquer une diminution de l'impôt proprement dit.

### ABATTEMENTS (sur droits d'enregistrement)

#### ■ Droits de mutation à titre gratuit 1 :

- abattement personnel de 275 000 F pour les successions et les donations en ligne directe ou entre époux, effectué sur la part du conjoint survivant, sur celle de chacun des ascendants ou des enfants vivants ou représentés ; en cas de donation antérieure par la même personne, l'abattement personnel de chaque ayant droit est réduit du montant des abattements déjà pratiqués ;
- abattement de 100 000 F pour les successions en ligne collatérale, pratiqué sur la part de chaque frère ou sœur, célibataire, veuf, divorcé ou séparé de corps, à condition qu'il soit âgé de plus de 50 ans ou atteint d'une infirmité (incapacité de travail) et qu'il ait été constamment domicilié avec le défunt pendant les 5 années précédant le décès ;
- abattement de 10 000 F pratiqué, à défaut d'autre abattement, sur chaque part successorale ;
- abattement de 300 000 F en faveur des handicapés physiques ou mentaux, applicable aux donations et successions sans considération du degré de parenté ; cet abattement ne se cumule pas avec les abattements précédents ;
- abattement de 100 000 F par part, subordonné à un agrément ministériel préalable, sur les donations de titres

consenties à tout ou partie du personnel d'une entreprise ; cet abattement ne peut se cumuler avec un autre abattement.

#### Exemple.

Succession de 800 000 F dévolue en ligne directe et entre époux :

- à l'époux survivant, usufruitier légal du quart (valeur 3/10 ; voir tableau au mot *usufruit\**) ;
- à un enfant handicapé physique ;
- à deux petits-enfants venant par représentation d'un enfant prédécédé.

<i>Epoux survivant.</i> Part recueillie :	
800 000 x 1/4 x 3/10 =	60 000 F
Abattement	275 000 F
Imposable	Néant
<i>Enfant.</i> Part recueillie : $\frac{800\,000\text{ F} - 60\,000\text{ F}}{2} =$	
	370 000 F
Abattement	300 000 F
Imposable	70 000 F
<i>Petits-enfants.</i> Part recueillie par chacun :	
$\frac{370\,000}{2} =$	185 000 F
Abattement : $\frac{275\,000}{2} =$	137 500 F
Part taxable	47 500 F

**A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1992**, l'abattement sur les droits de succession et donation sera porté de 275 000 F à 330 000 F pour la part du conjoint survivant et à 300 000 F pour la part de chacun des ascendants et des enfants. Cet abattement, de même que celui de 100 000 F applicable sur la part des frères et sœurs âgés ou infirmes, sera cumulable avec l'abattement spécial de 300 000 F en faveur des handicapés mentaux ou physiques.

RÉFÉRENCES : C.G.I. art. 719, 724, 725, 779, 788, 790 A ; L.F. 1991, art. 92.

1 Doc. adm. 7 G 2431.

### ABATTEMENTS (impôts locaux)

- **Taxe d'habitation (logement affecté à l'habitation principale)** : abattement obligatoire pour charges de famille égal à 10 % de la *valeur locative\** moyenne des habitations de la commune, pour chacune des deux premières personnes à charge et à 15 % de cette même valeur pour chacune des personnes à charge suivantes ; ces taux peuvent être majorés de 5 ou 10 points par le conseil municipal.

### ■ *Taxe foncière :*

- abattement de 50 % du montant de la valeur locative cadastrale brute, pour obtenir le revenu cadastral servant de base d'imposition des propriétés bâties ;  
- abattement de 20 % du montant de la valeur locative cadastrale pour obtenir le revenu cadastral servant de base d'imposition des propriétés non bâties.

### ■ *Taxe professionnelle :*

- abattement de 25 000 F sur la valeur locative totale des immobilisations non passibles d'une taxe foncière et situées dans la commune du principal établissement ; cet abattement est réservé aux redevables dont les recettes dépassaient déjà avant 1981 les limites d'exonération (400 000 F ou 1 000 000 F) et qui étaient donc taxés d'après ces immobilisations ;  
- ou abattement dégressif sur la valeur locative des biens et équipements mobiliers non passibles de la taxe foncière qui s'applique au niveau de chaque établissement ; applicable à tous les redevables sédentaires qui, depuis 1983, deviennent imposables sur la valeur locative des biens considérés, cet abattement dégressif est égal à cette valeur locative multipliée par le rapport existant entre, d'une part, la différence entre le double de la limite d'exonération (2 000 000 F ou 800 000 F) et le montant des recettes réalisées et, d'autre part, la limite d'exonération (1 000 000 F ou 400 000 F) ;  
- abattement général de 16 % sur les bases nettes d'imposition après application de toutes les autres diminutions.

**RÉFÉRENCES :** C.G.I. (TH) art. 1388, 1411 et 1412, (TFNB) 1396, (TFB) 1398, (TP) 1469, 1469 A, 1469-B et 1472 A bis.

► R.F. « La taxe professionnelle » n° 759 10/1990, F.H. 2146-1.

## ABATTEMENTS (I.R. : revenus catégoriels)

### ■ *Bénéfices agricoles :*

- abattement de 50 % sur les bénéfices réalisés, l'année de l'installation et les quatre années suivantes, par les jeunes agriculteurs établis entre le 1<sup>er</sup> janvier 1982 et le 31 décembre 1993, imposés d'après leur bénéfice réel et bénéficiant de la dotation d'installation prévue par le décret du 17 mars 1981 ; il ne peut se cumuler avec d'autres abattements sur le bénéfice à l'exception de la déduction pour investissement ou acquisition de stocks à rotation lente ;

- abattement sur le bénéfice des adhérents des centres de gestion agréés : voir ci-après ;

- abattement de 50 % sur le revenu tiré, par un exploitant au forfait, de recettes provenant d'une *activité accessoire\** de tourisme à la ferme ou de travaux forestiers.

### ■ *Bénéfices non commerciaux :*

- médecins conventionnés : abattement complémentaire de 3 % des honoraires conventionnels (frais du groupe III) si les intéressés relèvent du régime de la *déclaration contrôlée\** ;

- inventeurs : abattement forfaitaire de 30 % sur le montant brut des produits issus de l'exploitation d'un brevet, procédé ou formule de fabrication, sauf option pour la déduction des frais réels ;

- *revenus accessoires\** : abattement forfaitaire de 25 %, avec un minimum de 2 000 F, sur le montant brut des recettes annuelles, à titre de frais ;

- abattement sur le bénéfice des adhérents des associations agréées : voir ci-après.

### ■ *Bénéfices industriels et commerciaux :*

- abattements sur les bénéfices réalisés par les entreprises nouvelles, créées depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1988 au titre des 36 mois suivant les 24 premiers mois d'activité (75 % pendant 12 mois, 50 % les 12 mois suivants et enfin 25 %) ;

- abattement de 50 % sur les bénéfices réalisés par les *entreprises nouvelles\**, créées au plus tard le 31 décembre 1986, au titre des 24 mois suivant les 36 premiers mois d'activité ;

- abattement sur le bénéfice des adhérents des centres de gestion agréés : voir ci-après.

### ■ *B.A. - B.I.C. - B.N.C. : adhérents des associations ou centres de gestion agréés :*

abattement fixé à 20 % sur la fraction du bénéfice de 1990 n'excédant pas 426 400 F et à 10 % sur la fraction comprise entre 426 400 F et 607 000 F (revenus 1990) ; aucun abattement n'est applicable sur la fraction excédant 607 000 F.

L'abattement est calculé par l'administration sur la totalité du ou des bénéfices couverts par une ou plusieurs adhésions et déclarés par l'adhérent au titre d'une catégorie de revenus donnée (B.A., B.I.C. ou B.N.C.). Si le contribuable exerce son activité au sein d'une *société relevant de l'impôt sur le revenu\** et adhérent à une association agréée ou à un centre de

gestion agréé, l'abattement est calculé sur la quote-part du résultat social lui revenant, après déduction des dépenses professionnelles qu'il a supportées à titre individuel et qu'il est autorisé à déduire.

Cet abattement peut se cumuler avec d'autres déductions ou abattements, sauf avec l'abattement dont peuvent bénéficier les entreprises nouvelles.

Il sera désormais refusé en cas :

- de dépôt tardif de la déclaration de bénéfice de revenu ou de chiffre d'affaires, dès la seconde infraction commise pour la même déclaration ;
- ou de redressement de bénéfice ou de T.V.A. pour lequel l'administration établit la mauvaise foi du contribuable.

#### ■ **Pensions et rentes viagères :**

- abattement de 10 % applicable aux pensions, retraites et rentes viagères constituées à titre gratuit avec un minimum de 1 800 F et un plafond revalorisé chaque année comme la limite de la 1<sup>re</sup> tranche du barème (1990 : 28 400 F pour le total des pensions et retraites perçues par les membres du foyer fiscal) ;
- abattement de 20 % sur le montant net sauf sur la fraction qui, ajoutée le cas échéant aux traitements et salaires, excède 607 000 F (1990) ;
- abattement de 40 % sur le montant brut des pensions servies par un débiteur établi en France à des personnes ayant leur domicile fiscal dans les T.O.M.

#### ■ **Plus-values immobilières :**

- abattement général de 6 000 F appliqué au total formé par les plus-values nettes mobilières et immobilières réalisées au cours d'une même année ;
- abattement de 75 000 F appliqué aux plus-values immobilières réalisées à l'occasion de cessions amiables ou d'expropriations à la suite de déclarations d'utilité publique ; cet abattement se substitue à l'abattement de 6 000 F ;
- abattement de 20 000 F pour chacun des époux (30 000 F pour les veufs, célibataires ou divorcés), majoré de 10 000 F par enfant vivant ou représenté, sur la plus-value de cession de la première résidence secondaire taxable dont le propriétaire a eu la disposition depuis 5 ans au moins ;
- abattement de 3,33 % par année de possession au-delà de la 2<sup>e</sup> pour les *plus-values immobilières\** réalisées à compter de 1991 (auparavant 5 % par année).

#### ■ **Revenus des gérants et associés :**

- abattement de 20 % sur le montant net de ces revenus perçus en 1990, jusqu'à 426 400 F ;

- cet abattement est ramené à 10 % pour la fraction comprise entre 426 400 F en 1990 et 607 000 F, lorsque le bénéficiaire détient plus de 35 % des droits sociaux de la société.

#### ■ **Revenus mobiliers :**

- abattement unique sur les revenus 1990 d'obligations et sur les *dividendes\**, nets des frais et charges déductibles, égal à :

- 8 000 F pour une personne célibataire, veuve ou divorcée ;
- 16 000 F pour un couple marié ;

- abattement de 1 000 F sur les intérêts de l'emprunt 8,80 % 1977.

Ces abattements peuvent se cumuler. Le montant de l'abattement unique ne doit pas être réduit du montant de la déduction au titre de la *détaxation du revenu investi en actions\**.

#### ■ **Traitements et salaires :**

- abattement de 20 % sur le montant annuel, sauf sur la fraction qui, ajoutée le cas échéant aux pensions, retraites et rentes viagères constituées à titre gratuit, excède 607 000 F (1990) ;
- abattement de 10 % seulement sur la fraction comprise entre 426 400 F et 607 000 F (1990) de la totalité des salaires versés par une ou des sociétés à une personne détenant plus de 35 % des droits sociaux.

**RÉFÉRENCES :** C.G.I. art. 44 quater à 44 sexies, 73 B, 150 Q, 158-3, 158-4 bis, 158-4 ter, 158-5, 158-5 a.

♦ R.F. « Votre déclaration personnelle » n° 762 1/1991 ;  
« Détermination du résultat imposable » n° 764 2/1991, §§ 823 et s.

==> voir aussi : DÉDUCTION (I.R.).

### ABATTEMENTS (I.R. : revenu global)

■ **Personnes âgées ou invalides :** abattement sur le *revenu global\** net accordé selon l'importance de ce revenu aux personnes âgées de plus de 65 ans au 31 décembre de l'année d'imposition ou, quel que soit leur âge, aux personnes titulaires d'une pension d'invalidité d'au moins 40 % (militaire ou accident du travail) ou de la carte d'invalidité prévue par l'article 173 du Code de la famille et de l'aide sociale. Pour 1990, l'abattement s'élève à :

- 8 580 F par personne âgée ou invalide si le revenu net global du foyer fiscal n'excède pas 53 100 F ;



- 4 290 F si ce revenu est compris entre 53 100 F et 85 800 F.

■ **Enfant marié** : abattement de 21 450 F (revenus de 1990) par personne prise en charge en cas de rattachement au foyer fiscal des parents de l'un ou de l'autre des conjoints. Le contribuable bénéficiaire du rattachement ne peut déduire en même temps une pension alimentaire.

**RÉFÉRENCES** : C.G.I. art. 157 bis, 196 B.

♦ R.F. « Votre déclaration personnelle » n° 762 1/1991, § 1021.

## ABONDEMENT

⇒ voir : ACTIONNARIAT.

## ABONNEMENT

Convention qui prévoit un prix global pour des opérations discontinues à exécution successive et, éventuellement, des échéances de paiement échelonnées sur plusieurs exercices.

■ **B.I.C.** - Les produits correspondants sont enregistrés au fur et à mesure de l'exécution de la prestation.

Les dépenses sont à rattacher à l'exercice au cours duquel elles présentent le caractère de dette certaine. Toutefois, les contrats d'assurance et d'entretien qui sont renouvelés annuellement et restent stables quant à leur nature et l'étendue de leur objet sont admis en charges au titre de l'exercice de leur échéance. L'administration a cependant supprimé cette possibilité pour les exercices clos depuis la publication de l'instruction du 11 janvier 1991 1.

Peuvent également être rattachées à l'exercice de leur paiement certaines dépenses payées à échéance régulière et dont la périodicité n'excède pas un an pour les entreprises qui ont opté pour la tenue d'une *comptabilité*\* super-simplifiée.

■ **T.V.A.** - L'impôt est exigible à l'expiration des périodes de temps donnant lieu à décompte de paiement ou à encaissements successifs.

Toutefois, sur autorisation du directeur des services fiscaux, la taxe peut n'être acquittée qu'au moment des débits ; mais en toute hypothèse la T.V.A. est exigible dès

la perception d'*acomptes*\* et à concurrence de leur montant.

### Exemple.

Une facture d'entretien est datée du 15 juin et correspond à une période de consommation allant du 1<sup>er</sup> janvier au 30 mai :

- la T.V.A. est exigible normalement le 30 mai ;
- si le fournisseur acquitte la taxe sur les débits, la T.V.A. devient exigible le 15 juin.

Le paiement d'un acompte entraîne la perception de la taxe due au titre de cet acompte acquitté.

- soit avant le 30 mai,
- soit avant le 15 juin (option du fournisseur sur les débits).

**RÉFÉRENCES** : C.G.I. (BIC) art. 38-2 bis, 302 septies A ter A ; (TVA) 269-1a et 269-2 c.

1 B.O. 4 G-1-91.

♦ R.F. « La taxe sur la valeur ajoutée » n° 736 10/1988, § 363 ; « Détermination du résultat imposable » n° 764 2/1991, §§ 15, 21, 553 et 557.

## ABSENCE

Situation de ceux qui, éloignés de leur résidence habituelle, ont cessé de donner de leurs nouvelles depuis un temps plus ou moins prolongé et dont l'existence est incertaine.

■ **Enregistrement**. - Les héritiers présumptifs de l'absent ou ceux qui ont pris effectivement possession de ses biens, doivent déposer une déclaration de *succession*\* dans un délai de 6 mois à compter du jour de la transcription sur les registres d'état civil du jugement de déclaration d'absence.

## ABSORPTION DE SOCIÉTÉS

⇒ voir : FUSION.

## ABUS DE DROIT

Contrat ou convention dont la véritable portée est dissimulée à l'aide de clauses :

- donnant ouverture à des droits d'enregistrement, à une taxe de publicité foncière ou à un I.S.F. moins élevés ;
- ou déguisant soit une réalisation, soit un transfert de bénéfices ou de revenus ;
- ou permettant d'éviter, en totalité ou en partie, le paiement des taxes sur le chiffre d'affaires correspondant aux opérations